



**« Dans l'univers, on trouve en abondance de l'eau sans vie,
mais nulle part de vie sans eau. »**

Sylvia Earle

Cette citation de la biologiste marine américaine Sylvia Earle résume l'un des plus grands enjeux auxquels le monde est confronté à l'heure actuelle. Selon l'Organisation mondiale de la Santé et l'Unicef, au moins 2 milliards de personnes dépendent de sources d'eau potable contaminées par des matières fécales et 4,2 milliards d'individus – soit plus de la moitié de la population mondiale – ne bénéficient pas de services d'assainissement dignes de ce nom.

Selon les prévisions des Nations unies, les menaces autour de l'eau se feront encore plus pressantes au cours des prochaines années. La pression démographique et l'essor rapide de l'économie mondiale, conjugués aux effets des changements climatiques, accentueront le manque d'accès à l'eau et à l'assainissement pour les usages domestiques. D'après les experts, un approvisionnement en eau imprévisible met en péril le progrès socioéconomique. Dans de nombreuses régions du monde, c'est même une menace pour la paix. C'est également vrai des sécheresses et des inondations, car elles détruisent les moyens de subsistance des populations.

Garantir l'accès de tous à des services d'alimentation en eau et d'assainissement gérés de façon durable fait partie des objectifs de développement durable des Nations unies qui devront être atteints d'ici 2030. L'ampleur de l'enjeu est une gageure en soi. L'insuffisance des financements et la faiblesse des systèmes de gouvernement ne font qu'aggraver cette situation qui empêche de nombreux pays de réaliser les avancées nécessaires. S'appuyant sur les données de 20 pays et territoires en développement, le département des affaires économiques et sociales des Nations unies fait état d'un déficit de financement de 61 % pour réaliser les objectifs en matière d'eau et d'assainissement.

Dans l'Union européenne, le tableau est différent. On y trouve, quasiment partout, une alimentation en eau potable et des installations d'assainissement fiables, qui sont le fruit de plusieurs décennies de construction d'infrastructures. Il n'en reste pas moins que, selon certains scénarios, les calculs montrent que l'Europe ne sera pas épargnée par les conséquences du réchauffement climatique mondial. D'ici 2050, inondations et sécheresses y seront plus fréquentes et conduiront à des risques majeurs pour la santé, la biodiversité, la production électrique, la navigation intérieure, le tourisme et l'agriculture. Selon un autre scénario, la majeure partie de l'Europe de l'Ouest et du Sud connaîtra un stress hydrique sévère pendant les mois d'été. Dans de nombreuses régions du continent, ces risques pourraient être considérablement réduits par une gestion durable de l'eau et des adaptations apportées aux infrastructures au cours des prochaines années.

Outre la gestion des problèmes de sécurité autour de l'eau, l'Union européenne doit exploiter, entretenir et moderniser ses réseaux existants et s'atteler aux problèmes qu'engendre la présence de nouveaux agents polluants tels que les hormones, les médicaments et les résidus de produits cosmétiques.



COMMENT LA BEI SOUTIENT-ELLE CE SECTEUR ?

Avec des financements liés à l'eau et à l'assainissement de près de 79 milliards d'euros au total depuis le début des années 60, la Banque européenne d'investissement est le plus important bailleur de fonds du secteur de l'eau au monde. Depuis sa création, elle a appuyé pas moins de 1 600 projets. Si sa priorité première était la construction ou la modernisation des infrastructures d'assainissement et d'approvisionnement en eau potable, la BEI a depuis élargi son portefeuille pour y ajouter des projets dans des domaines tels que la réduction des risques d'inondations, la prévention de l'érosion, les nouvelles formes d'approvisionnement en eau (dont le dessalement), les nouvelles technologies et la revitalisation des cours d'eau.

Une partie de ses interventions est financée par ses ressources propres même si la Banque a également recours aux mandats. Ces accords signés dans le but d'aider un pays, une région ou un secteur permettent d'obtenir des ressources extérieures. Ils peuvent prendre des formes multiples et supposent parfois un investissement alors qu'en d'autres circonstances, ils se concentrent sur du conseil technique et financier. La BEI noue également des partenariats avec d'autres institutions afin de mobiliser le plus possible de ressources et d'expertise.

Elle accorde des prêts à des entreprises de services aux collectivités, publiques et privées, ainsi qu'à des administrations nationales et locales. Lorsqu'un projet d'investissement d'envergure a besoin d'un financement à long terme, la Banque propose en général des prêts à l'investissement dédiés. Le concours de la BEI peut également prendre la forme de programmes d'investissement couvrant plusieurs projets dès lors que les investissements sont clairement identifiés en amont de la signature. Parmi les autres catégories de financement possible dans le domaine l'eau figurent les prêts-cadres, les prêts à bénéficiaires multiples (p. ex., des banques commerciales) ou les aides non remboursables.

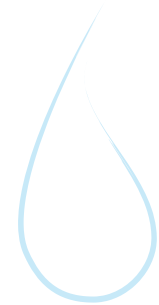
Avant de financer un projet, la BEI en évalue la viabilité technique, environnementale et sociale. Elle se montre toujours soucieuse de l'utilisation efficiente de la ressource. Dans le secteur des eaux usées, une attention particulière est accordée à la valorisation énergétique et à la récupération des matériaux. Ainsi, les biodéchets peuvent, après recyclage, être transformés en gaz vert et donc en énergie d'origine renouvelable. Les eaux usées traitées peuvent servir à l'irrigation. Ces exemples illustrent comment gérer, de manière plus pérenne, une ressource mondiale limitée.

Obligations pour le développement durable

La BEI et l'Union européenne se sont engagées en faveur de la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations unies, qui vise à réorienter les flux de capitaux vers des investissements durables. Les Nations unies estiment que 6 000 milliards de dollars de nouveaux investissements annuels sont nécessaires pour réaliser les objectifs de développement durable. C'est la raison pour laquelle la BEI a lancé les obligations pour le développement durable. Une obligation pour le développement durable est une obligation, quelle que soit sa forme, dont le produit est exclusivement affecté au financement de projets sociaux et environnementaux répondant aux critères définis.

S'appuyant sur une décennie d'expérience acquise avec ses obligations climatiquement responsables, la BEI a mis sa première obligation pour le développement durable sur le marché en septembre 2018. Cette première émission a pris la forme d'une obligation de 500 millions d'euros, dont le produit a été principalement affecté à des investissements dans le secteur de l'eau.

Une obligation pour le développement durable s'accompagne, pour les investisseurs, d'informations sur les investissements environnementaux et sociaux en lien avec les objectifs de développement durable. Elle répond aux Principes sur les obligations vertes, aux Principes sur les obligations sociales et aux Lignes directrices sur les obligations durables. Elle génère un fort impact et se double d'une grande transparence.



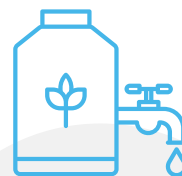
FAITS ET CHIFFRES

ACTIVITÉ DE PRÊT

En 2020, la Banque a apporté près de
4 milliards d'euros
à des **projets liés à l'eau.**



amélioration de
l'**assainissement** pour
15,5 millions
de personnes



accès à de l'**eau**
potable plus salubre
26,6 millions
de personnes

réduction du risque
de sécheresse pour
8,7 millions
de personnes



réduction du risque
d'inondation pour
1,8 million
de personnes



PROJETS MARQUANTS

Lorsque la tempête Gloria s'est abattue sur l'Espagne en janvier 2020, non seulement elle a causé la mort de plus d'une douzaine de personnes, mais elle a aussi dévasté de grandes zones à travers le pays, notamment autour d'Alicante et de Valence. Un prêt de la BEI de 100 millions d'euros aidera à la reconstruction des infrastructures d'adduction d'eau, d'assainissement, de traitement de l'eau et de drainage, ainsi que des canaux d'irrigation et de drainage. Ces fonds serviront également au financement d'infrastructures côtières ainsi que de mesures de prévention et de réponse en vue d'affronter des événements météorologiques similaires à l'avenir. Corridors verts, systèmes de pompage et polders, ainsi qu'améliorations des caniveaux font partie, entre autres, des mesures à l'étude dans le cadre du plan général de défense contre les inondations pour cette région.

[Plus d'informations en ligne](#)

La Lituanie investit fortement dans le traitement des eaux usées depuis 2004, principalement grâce à des financements de l'UE. Néanmoins, le pays compte beaucoup sur les systèmes de traitement individuels, dont la surveillance reste difficile. Dans un certain nombre de villes, les eaux usées se déversent dans les cours d'eau ou dans des fosses d'égout avant de s'infiltrer dans les eaux souterraines. La BEI a approuvé l'octroi d'un prêt de 50 millions d'euros au maximum à l'autorité locale en charge de l'eau afin d'améliorer les infrastructures liées à l'eau à Vilnius, capitale du pays, et dans ses environs. Ce financement devrait aider les ménages à se raccorder aux réseaux centralisés d'adduction d'eau, améliorer la qualité de l'eau potable et faire baisser la pollution de l'environnement.

[Plus d'informations en ligne](#)

Le Moyen-Orient est l'une des régions qui connaît le plus grand stress hydrique au monde. Il est possible d'alléger la pression liée à la croissance de la demande par le dessalement de l'eau de mer. La BEI a appuyé la construction et l'exploitation de Sorek II, une usine de dessalement d'eau de mer installée dans les environs de Tel Aviv, en Israël, avec une

enveloppe de 150 millions d'euros. Ce projet, qui repose sur une technologie de pointe en matière d'osmose réduisant la consommation d'énergie et les émissions de carbone, marque une étape décisive dans le secteur du dessalement. L'usine répondra à la demande intérieure, tout en augmentant les transferts d'eau dans la région. Elle permettra d'accroître la disponibilité de l'eau réutilisée pour l'agriculture, facilitant ainsi la reconstitution durable des aquifères.

[Plus d'informations en ligne](#)

La Jordanie affiche l'un des niveaux d'eau disponible par habitant les plus bas de la planète. Ce niveau devrait encore diminuer en raison des changements climatiques et de l'augmentation attendue de la population du pays. La BEI a signé un prêt-cadre de 260 millions d'euros pour investir dans des projets prioritaires liés à l'eau dans tout le pays. Cet investissement vient à l'appui de la stratégie nationale en matière d'eau de la Jordanie pour la période 2016-2025, qui recense des projets contribuant à faire de la résilience du secteur de l'eau une priorité essentielle.

[Plus d'informations en ligne](#)

Une eau potable salubre et fiable est une condition de santé publique essentielle, qui s'accompagne également de retombées en matière d'égalité entre les sexes. La BEI a octroyé un prêt de 35 millions d'euros à la République de Madagascar, lequel a aidé le pays à améliorer l'approvisionnement en eau potable dans sa capitale, Antananarivo. En effet, lorsque l'eau est facilement disponible au robinet, les filles peuvent aller à l'école et les femmes se consacrent à un travail rémunéré. Elles ne passent plus leur temps à aller s'approvisionner en eau auprès de sources souvent éloignées, cette tâche étant perçue comme une prérogative féminine encore aujourd'hui dans de nombreux pays au développement moins avancé.

[Plus d'informations en ligne](#)



Dans les pays à bas revenus, les filles sont souvent chargées de l'approvisionnement en eau du foyer.

RESSOURCES

VIDÉOS

- **Caroline Ogutu, spécialiste de l'eau à la BEI, à propos des projets relatifs à l'eau et de la réflexion créative en Afrique de l'Est**
 - **L'eau propre est essentielle à la santé publique autour du lac Victoria**
 - **Nettoyage de la rivière Vardar**
 - **De l'eau propre pour le Cambodge**
 - **Sauver le monde, une station d'épuration après l'autre**
 - **L'eau, un trésor mondial en voie de disparition**
 - **Laissons nos océans respirer**
 - **La BEI investit dans l'eau**
 - **Comment la Jordanie lutte contre le manque d'eau**
 - **Améliorer l'approvisionnement en eau en Afrique du Sud**
 - **En Inde du Sud, donner accès à de l'eau potable à un prix abordable**
 - **L'eau vue à travers l'objectif de Yann Arthus-Bertrand et de Philippe Bourseiller**
-

RÉCITS, ESSAIS ET PODCASTS

- **De l'eau potable contre la violence**
- **De l'eau de l'air**
- **Habillez-vous avec de vieux filets de pêche pour rendre la filière vestimentaire durable**
- **Un nom qui coule de source pour financer des canalisations**
- **Dépollution d'une rivière allemande**
- **Votre ville-éponge**
- **Vague à l'âme et blues face au grand bleu**
- **Quand les eaux usées se transforment en énergie propre**
- **Allumez les bactéries marines luminescentes**
- **Coup de pouce à Bacchus dans les Balkans**
- **Sur l'eau – un essai de Yann Arthus-Bertrand**
- **Les Néerlandais ne boiront pas la tasse**
- **Une vague de vert sur les flots bleus**
- **Une nouvelle vie pour la mer Morte**
- **Flot d'investissements pour la réfection de conduites en Italie**
- **Il était une fois une station d'épuration...**
- **Dépenser l'argent de manière judicieuse... et rapide**
- **Madère : après les inondations, la reconstruction**
- **Un prêt qui donne la pêche**
- **Énergie houlomotrice : l'histoire du plongeur qui a pris conscience du pouvoir des vagues**



Un barrage sur la Berg améliore l'approvisionnement en eau de 3,2 millions de personnes au Cap en Afrique du Sud.



Ce tour d'horizon, avec des liens vers des articles, des brochures et des vidéos, est disponible en ligne :

<https://www.eib.org/fr/projects/sectors/water-and-waste-water-management/index.htm>



CONTACTS POUR LA PRESSE

Antonie Kerwien

+352 4379-82175

+352 691 285 497

a.kerwien@eib.org

Bruno Hoyer

+352 4379-83045

+352 621 886 056

b.hoyer@eib.org

Secrétariat du service de presse

+352 4379-21000

+352 4379-61000

press@eib.org

www.eib.org/press

CONTACTS D'ORDRE GÉNÉRAL

Banque européenne d'investissement

98-100 boulevard Konrad Adenauer

L-2950 Luxembourg

Bureau d'information

+352 4379-22000

+352 4379-62000

info@eib.org

www.eib.org